

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX



Institut National
Universitaire
Champollion

MISE EN PLACE D'UN ASCENSEUR EXTERIEUR POUR
L'ACCESSIBILITE PMR DU BATIMENT B
DU SITE D'ALBI

Règlement de la Consultation

RC

MARCHÉ N° 104- 2018

MAPA

Date limite de remise des offres :

le 3 septembre 2018 à 16 heures

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la mise en place d'un ascenseur extérieur pour l'accessibilité PMR du bâtiment B au bénéfice de l'Institut National Universitaire JF Champollion pour le site d'Albi.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Type de consultation

La présente procédure est passée selon une procédure MAPA en application des dispositions du Code des Marchés Publics :

- Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
- Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

L'INU JF Champollion se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation pour des motifs d'intérêt général.

2.2 Décomposition en tranches et en lots

Les prestations font l'objet de 3 lots.

2.3 Nature des prestations

La présente procédure porte sur un marché, qualifié de marché de travaux, régi par les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 19 janvier 2009.

2.4 Modalités d'attribution

2.4.1. Conditions générales

Le marché est divisé en 3 lots tels qu'indiqués au CCTP :

Lot 1 : Gros œuvre

Lot 2 : Ascenseur

Lot 3 : Electricité

2.4.2. Constitution des candidatures

Les entreprises pourront soumissionner soit en qualité de candidats individuels soit en tant que membre d'un groupement momentané d'entreprises.

Les candidats pourront se présenter sous forme de groupement solidaire ou conjoint, conformément à l'article 51 du Code des Marchés Publics. Toutefois, en cas d'attribution, la forme de groupement solidaire s'imposera.

La composition du groupement ainsi que son mandataire devront être présentés lors de la remise des offres.

La recevabilité de la candidature sera analysée pour chaque entreprise que le groupement soit conjoint ou solidaire.

L'appréciation des capacités financière, professionnelle et technique sera globale.

A titre informatif :

- **Le groupement est solidaire** lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.
- **Le groupement est conjoint** lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché.

Les entreprises ne pourront pas présenter plusieurs offres, en agissant d'une part en qualité de candidat individuel et d'autre part, en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

2.6 Variantes

Les candidats doivent répondre sur la solution de base. Les variantes ne sont pas acceptées.

2.7 Options

Les options sont indiquées au CCTP.

2.8 Contenu du Dossier de Consultation des Entreprises

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) comprend les documents suivants :

- Le Règlement de la Consultation
- Les documents DC1 (Lettre de candidature)
- DC2 (Déclaration du candidat)
- DC3 (Acte d'engagement et ses annexes)
- DC4 (Présentation d'un sous-traitant)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- La Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

2.9 Compléments à apporter au CCTP

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au CCTP.

Cependant, s'ils s'aperçoivent d'erreur(s) ou d'omission(s) ils doivent le signaler.

2.10 Modification de détail au Dossier de Consultation des Entreprises

L'INU JF Champollion se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.11 Questions des candidats et réponses de l'Administration

Dans le cadre de leur étude, les candidats auront la possibilité d'interroger le maître d'œuvre afin de lui faire préciser certains points du marché et demander les plans éventuels par mail à l'adresse arnaud.pradel@etb-ingenierie.fr.

La visite des lieux est obligatoire, elle devra être effectuée :

- Du 10/07/2018 au 19/08/2018 – Mr MICHEL Alain – 06.03.00.06.21

2.12 Langue et monnaie du marché

Les offres devront obligatoirement être présentées en **français**.

Tous les éléments du dossier et les notices et fiches techniques doivent être rédigés en langue française. Si les notices et fiches techniques sont rédigées dans une autre langue, une traduction en français doit accompagner la notice ou la fiche, conformément aux prescriptions de l'article 6-VIII du Code des Marchés Publics.

L'unité monétaire servant de référence dans le cadre de la présente consultation est l'**Euro (€)**.

2.13 Sous-traitance

Dans le cas où le candidat souhaite sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de service du marché, il sera fait application des dispositions de l'article 3.6 du CCAG « Travaux » et du Chapitre II du Titre IV du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 3 : DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES

Durée en jours : 52 (à compter de la date limite de réception des offres).

ARTICLE 4 : MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Les dispositions financières sont fixées au CCAP.

ARTICLE 5 : PRÉSENTATION DES OFFRES, CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE

Le dossier de consultation est à télécharger sur le site de l'INU Champollion : www.univ-jfc.fr. Pour consulter le dossier de consultation, aller sur la page d'accueil du site, cliquer sur « marchés publics » situé en bas à droite de l'écran et télécharger tous les documents du marché N°104-2018.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue Française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

6.1 Composition de l'offre à remettre par les candidats :

Le dossier de candidature est à transmettre par voie électronique à l'adresse suivante :
arnaud.pradel@etb-ingenierie.fr

Il devra contenir les pièces suivantes :

1) Un dossier justifiant que le candidat est admis à concourir aux marchés publics et qu'il n'est donc pas dans une situation lui interdisant de soumissionner à un marché public (Art. 43, 44 du CMP – décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 – version consolidée au 31 mai 2017), comprenant :

- Une lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants, le cas échéant (ou DC1).
- Une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, précisant (DC1):
 - Qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales au 31 décembre de l'année précédant la consultation;
 - Qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir (en cas de redressement judiciaire, le candidat fournira la copie du ou des jugements prononcés à cet effet) ;
 - Qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ;

- Que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.12221-10, L. 3243-2 et R.3243-1 du code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ;
- Qu'il a satisfait aux obligations prévues par les articles L.5212-2, L.5212-5 et L.5212-9, du code du travail concernant l'emploi de travailleurs handicapés.

➤ Déclaration du candidat : raison sociale, forme juridique, capital social, numéro SIRET, nom et qualité du signataire (ou DC2).

➤ Justifications concernant la qualité et les capacités professionnelles, juridiques, techniques et financières des candidats, précisant :

- Le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant des prestations identiques à celles proposées ;
- Les moyens en personnel et matériels du candidat ;
- La présentation de prestations similaires, précisant pour chacune des références le maître d'ouvrage, le coût et les caractéristiques de l'opération ;
- Les certificats de qualifications professionnelles, étant précisé que la preuve de qualification du candidat peut être apportée par tout moyen ;
- Les attestation(s) d'assurances.

2) Un projet de marché regroupant les documents contractuels suivants :

- **L'acte d'engagement et ses annexes dûment complétés,**
- **Tableau des offres de prix à établir par l'entreprise.**
- **Mémoire technique de présentation des matériels et services proposés en référence au CCTP,**
- **Le cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) visé et paraphé sur chaque page,**
- **Le cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) visé et paraphé sur chaque page.**

Les offres ainsi constituées devront être transmises par voie électronique à l'adresse arnaud.pradel@etb-ingenierie.fr au plus tard le 3 septembre 2018 à 16 heures.

Les dossiers qui seraient transmis après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus.

ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES, JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

6.1: Sélection des candidatures :

Lors de l'ouverture des dossiers, ne seront pas admises :

- les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles 43 et 44 du CMP ;
- les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées au présent règlement et conformément à l'article 45 du CMP ;
- les candidatures qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes.

6.2 Jugement et classement des offres :

Les offres non-conformes à l'objet du marché ou au présent règlement de consultation seront éliminées.

Le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec application d'un système de pondération dans lequel chaque critère sera noté sur 20 :

- **Prix : 60 %**
- **Valeur technique et performance du matériel : 10 %**
- **Délai de réalisation : 30 %**

Lors de l'examen des offres, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaire. **L'INU se réserve la possibilité de négocier auprès des candidats.**

ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements administratifs et techniques complémentaires utiles à leur étude, les candidats pourront adresser un mail à :

Société ETB
Mr Arnaud PRADEL
arnaud.pradel@etb-ingenierie.fr

ARTICLE 8 : REMISE DES DOCUMENTS APRÈS ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, devra produire sous huitaine les documents suivants :

- ***Les pièces mentionnées à l'article D.8222-5 du code du travail, à savoir :***

1° Dans tous les cas :

Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois.

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- Un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.

- ***Le DC6 (mis à disposition dans le DCE ou pouvant être téléchargé sur le site du MINEFE) ou les attestations sur l'honneur suivantes :***

a) Une attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a ou au b du 2° du présent article.

b) Lorsque le cocontractant emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant, à la date de signature du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du Code du Travail.

- ***Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (ou DC7 pouvant être téléchargé sur le site du MINEFE revêtu de la signature du Trésorier Payeur Général)***

Cas des candidats non établis en France

En remplacement des certificats fiscaux et sociaux :

- ***Pour le candidat établi dans un état membre de la Communauté Européenne autre que la France*** : le candidat doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour le candidat établi en France.

- ***Pour le candidat établi dans un pays hors Etats membres de la Communauté Européenne où les certificats ne sont pas délivrés*** : le candidat établi dans le pays tiers doit, pour les impôts, taxes et cotisations sociales ne donnant pas lieu, dans ledit pays, à la délivrance d'un certificat par les administrations et organismes de ce pays, produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative de ce pays.

Les candidats étrangers devront produire obligatoirement les documents suivants :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail
- Les pièces définies par l'article 46 II du Code des marchés Publics.

<p style="text-align: center;">Ces documents devront être fournis tous les 6 mois par le titulaire du présent marché, jusqu'à la fin de l'exécution du marché</p>
--